



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/NGO/156  
3 avril 2000

FRANÇAIS  
Original : ESPAGNOL

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-sixième session  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS  
FONDAMENTALES, OÙ QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit\* présenté par Médecins sans frontières - International,  
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[30 mars 2000]

Digno Sepa avait 20 ans quand il a été incarcéré à Malabo en janvier 1998. Il n'a jamais été jugé, mais est resté en prison jusqu'à ce qu'en octobre 1999, son état de santé se soit gravement détérioré, à la suite de l'un de ces interrogatoires bien connus de la police guinéenne.

Malgré ses demandes répétées, Digno Sepa n'a jamais été autorisé à se faire hospitaliser, mais des proches ont finalement obtenu qu'un médecin de l'hôpital de Malabo vienne l'examiner. Ce dernier n'a pas davantage été entendu, alors qu'il préconisait une hospitalisation d'urgence. Quand l'autorisation a enfin été délivrée - une semaine plus tard - les proches de Digno Sepa n'ont pu que constater son décès.

---

\* Exposé écrit publié tel quel, sans avoir été revu par les services d'édition.

Plus récemment, 35 détenus bubis ont été transférés sur le continent. On ignore encore les raisons de ce transfert et l'endroit où les prisonniers se trouvent actuellement. Que le système pénitentiaire de la Guinée ne prenne pas en charge la nourriture et les autres besoins essentiels des détenus laisse présager le pire pour l'intégrité de ces personnes, dont le jugement nous a déjà fait honte, à nous qui voyons dans les droits de l'homme plus qu'une simple déclaration de principes.

L'organisation Médecins sans frontières (MSF) a été présente en Guinée équatoriale pendant 10 ans, au cours desquels les succès remportés dans le domaine de l'assistance à la population ont été mitigés par les cris qu'on pouvait entendre aux abords du commissariat de Bata.

Nous nous sommes fondus à la population pendant tout ce temps et nous avons pu partager ses aspirations, ses espoirs, ses joies et ses peines. Nous avons aussi partagé leurs peurs : la peur des détentions arbitraires, du harcèlement, des passages à tabac et de la confiscation des biens et la peur d'exprimer librement et à voix haute ses désirs et ses intentions.

Lorsque nous sommes parvenus à ce que soient mis en place des systèmes de santé performants, nous avons constaté avec déception qu'ils étaient entre les mains de fonctionnaires proches du clan au pouvoir, dont le seul objectif était de détourner l'aide humanitaire à des fins d'enrichissement personnel.

Le détournement des ressources, les entraves à la réalisation de nos activités et le manque total d'intérêt de la part des autorités nous ont incités à quitter le pays, convaincus qu'il serait plus facile de trouver des solutions pour améliorer le sort de la population équato-guinéenne en dénonçant cette situation et en luttant depuis l'extérieur.

Au moment même où nous décidions de quitter le pays, le Gouvernement équato-guinéen nous félicitait officiellement pour nos activités et nous invitait à continuer notre collaboration, dans le cadre d'un accord de collaboration qui allait être conclu avec le Gouvernement espagnol, au titre duquel nous étions censés devenir une ONG de référence.

En Guinée équatoriale, les enfants meurent de maladies évitables et guérissables, l'infrastructure sanitaire n'offre pas les normes de qualité minimales de prise en charge de la population, et le manque d'hygiène contribue sensiblement à la propagation de nombreuses maladies.

Dans le même temps, la Guinée équatoriale ne fait pas preuve de suffisamment de transparence sur les revenus qu'elle perçoit des sociétés transnationales pétrolières et l'utilisation qu'elle en fait. Dans ce contexte, on ne peut que s'étonner du revenu par habitant déclaré par le pays.

Pour toutes ces raisons, Médecins sans frontières considère que son rôle sur le terrain est terminé, et se tourne vers vous, représentants de la communauté internationale, pour trouver une solution.

Nous estimons que la passivité dont a fait preuve la communauté internationale jusqu'à présent doit céder la place à une prise de position énergique en faveur de la défense des droits de l'homme, qui font partie intégrante de la politique étrangère de vos pays respectifs.

L'Espagne a conclu récemment l'accord de coopération annoncé avec la Guinée équatoriale. Si cet accord ne nous paraît malheureusement ni assez clair, ni assez ferme, nous sommes prêts, comme nous l'a demandé le Gouvernement, à suggérer des améliorations et, à cette fin, nous avons sollicité la collaboration de diverses organisations espagnoles, espérant que le Gouvernement adoptera une politique ferme dans laquelle la défense des droits de l'homme serait prioritaire.

Nous ne cachons toutefois pas notre inquiétude face aux prétextes derrière lesquels se retranche généralement le régime de Guinée équatoriale quand l'Espagne durcit sa position diplomatique.

Les Gouvernements français et américain ne se sont pas non plus montrés très actifs dans la défense des droits de l'homme dans le pays.

La semaine dernière encore, le Président de la Guinée équatoriale se félicitait, selon la presse, du soutien inconditionnel que lui apportaient les Gouvernements de ces deux pays.

Toute déclaration doit être mise en doute, toute violation dénoncée. S'engager en faveur de la défense des droits de l'homme va au-delà de la signature de simples déclarations.

Nous venons d'entendre les conclusions du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé de suivre de près la situation des droits de l'homme en Guinée équatoriale. Médecins sans frontières tient à remercier le Représentant spécial pour la clarté de ses travaux, le professionnalisme dont il a fait preuve et le courage qu'il a montré en dénonçant les violations.

Il est maintenant temps pour la communauté internationale de prendre le relais, de passer à l'action et de refuser qu'une population, aussi peu nombreuse soit-elle, reste dans l'oubli.

MSF attend de vous que vous adoptiez une résolution énergique, qui fasse comprendre au régime de la Guinée équatoriale que la communauté internationale lui tournera le dos s'il ne prend pas en compte les recommandations que le Représentant spécial a énoncées clairement, et qui font écho à toutes celles qu'ont formulées ses prédécesseurs.

Avant de demander une aide technique, le Gouvernement de la Guinée équatoriale pourrait adopter des mesures et prouver de cette façon qu'il existe bien une volonté politique de changer les choses, inexistante jusqu'à présent.

Enfin, nous demandons à l'Union européenne qu'elle ne change en rien ses relations avec Malabo si les changements mentionnés ne se produisent pas.

La population équato-guinéenne attend beaucoup de vous et les problèmes que connaît l'Europe ne devraient en aucun cas faire qu'elle soit reléguée une fois de plus dans l'oubli.

-----